

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19188 - 74ÈME ANNÉE

Conférence de presse de la CGTR

Grève et rassemblement devant le MEDEF le 14 décembre



La CGTR appelle à la grève ce vendredi 14 décembre. Elle organisera un rassemblement devant le siège du MEDEF-Réunion à Sainte-Marie. Elle revendique notamment un SMIC à 1800 euros et une hausse de 300 euros des bas salaires. La CGTR soutient les revendications des gilets jaunes de La Réunion, à l'exception de l'exonération des cotisations sociales et fiscales qui vont fragiliser la protection sociale, les droits des travailleurs au chômage, les caisses de retraite et les services publics.

La CGTR constate que les annonces d'Emmanuel Macron sont loin de répondre aux revendications du mouvement social. Ce sont « des vieilles recettes d'un vieux monde qui poursuit une politique d'austérité depuis 40 ans ». Le syndicat appelle donc à « poursuivre les mobilisations et à agir par des grèves dans les entreprises et des manifestations, le 14 décembre ». Un rassemblement est prévu à 10 heures devant le siège du MEDEF. Une délégation de la CGTR, porteuse d'une motion, demandera à être reçue par l'organisation patro-

nale.

« Rien pour le point d'indice des fonctionnaires, rien pour les jeunes qui subissent une répression inacceptable », ajoute le dirigeant syndical. Aucune concession n'a été faite aux travailleurs qui demandent une augmentation des salaires, indique la CGTR. « Rien pour l'augmentation du SMIC », car les 100 euros d'augmentation « sans 1 euro pour l'employeur ne sont qu'une anticipation de l'augmentation de la prime d'activité déjà prévue dans le budget du gouvernement ». Les travailleurs privés d'emploi n'ont rien obtenu et le patronat est exonéré de tout effort : « prime de fin d'année au bon vouloir des patrons, augmentation des salaires compensée par la CSG, les heures supplémentaires désocialisée ».

Les heures supplémentaires défiscalisées restent un frein à l'emploi, et un palliatif aux bas salaires. « Les grands épargnés de ce discours sont les actionnaires, le patronat et les plus riches : aucune contribution ne leur est imposée », souligne Jacques Bhugon.

Pour la CGTR, il faut plus que jamais répondre à « un état d'urgence social et économique ». Cela signifie l'augmentation immédiate du SMIC, des salaires, des pensions, du point d'indice dans la fonction publique, plus de justice fiscale, le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), l'exigence de négociations sur les salaires dans les entreprises, des services publics qui répondent aux besoins, la relance de la politique de l'emploi.

La CGTR demande également de l'État une mesure de précaution afin que les travailleurs ne soient pas les victimes des conséquences du mouvement des gilets jaunes : une cellule de crise pour les travailleurs, sur le modèle de ce qui s'était fait dans le BTP au moment de l'arrêt des grands chantiers, précise Corinne Ramoune. La CGTR pointe un certain nombre de chiffres : 22000 emplois seraient impactés par les effets des barages pendant deux semaines à La Réunion, des abus sont relevés dans des entreprises à cause de non-paiement de salaires, de mise en chômage partiel. L'État a créé une instance pour aider les entreprises, il importe qu'il ait la même considération pour les travailleurs. Le rassemblement devant le MEDEF sera donc un avertissement, ajoute Max Banon : « hors de question pour la CGTR de laisser écraser les travailleurs au nom d'une situation sociale difficile ».

M.M.

Retour sur un mouvement commencé depuis plus de trois semaines

La CGTR a proposé un appui aux gilets jaunes

La CGTR est revenu sur le mouvement des gilets jaunes hier en conférence de presse. Elle indique travailler à un nouveau COSPAR, afin de rassembler pour obtenir des hausses de salaire, des baisses de prix et l'extension à La Réunion des conventions collectives.

Jacques Bhugon rappelle que le point de départ de la colère sociale était un mouvement de gilets jaunes contre la taxe sur les carburants. Personne ne s'attendait à une telle tournure. « L'État a aussi sa part de responsabilité », poursuit-il, « en termes de dialogue social, rien ne se passe. 84 instances du dialogue social existent à La Réunion, elles ne fonctionnent pas. 2 ans après le vote de la loi travail qui prévoit l'extension des conventions collectives, rien, alors que le couperet va tomber dans deux ans ».

Max Banon relève que la situation explosive était prévisible. « Ce mouvement social traduit les inquiétudes que nous avons soulevées. Nous avons aussi des propositions dans cette remise à plate que l'État annonce. La question de la vie chère est posée : salaire, pouvoir d'achat ».

Soutien de la CGTR

La CGTR apporte son soutien à toutes les personnes en emploi, au chômage, retraités. En effet, dans les revendications posées par les représentants des gilets jaunes, un certain nombre sont convergentes avec celles de la CGTR. La CGTR rappelle qu'elle est opposée aux exonérations qui fragilisent le système de protection sociale. Max Banon rappelle que le salaire brut se compose d'un salaire net et

d'un salaire différé qui finance la Sécurité sociale.

Une autre revendication des gilets jaunes est la transparence. « Quand Emmanuel Macron dit que le SMIC est augmenté de 100 euros, c'est faux. La réalité, c'est une augmentation de la prime d'activité, la hausse réelle est de 20 euros », ajoute le responsable syndical.

La CGTR rappelle que l'augmentation des salaires vient de la suppression des cotisations. La hausse du 1er janvier viendra de la suppression de la cotisation pour la retraite complémentaire. Se posera bientôt le problème du financement de la protection sociale et de la retraite. À force d'exonérer, toutes ces caisses seront en déséquilibre.

L'expérience du COSPAR

Depuis le mois de mai, la CGTR a retravaillé la trame COSPAR. « Qu'ils ne veulent pas des syndicats et des politiques c'est leur droit, mais beaucoup de nos revendications étaient portées », explique Corinne Ramoune, « la plate-forme de l'intersyndicale du 9 octobre contient les problèmes posés par les gilets jaunes, qui se trouvaient déjà dans le mouvement COSPAR. La seule différence, c'est qu'il n'y avait pas la taxe sur les carburants ». Elle rappelle que la CGTR n'a pas voulu participer à l'Observatoire des prix, car elle estimait que cette instance n'avait pas les moyens de faire la transparence.

Corinne Ramoune indique également que « la CGTR a proposé un appui technique et méthodologique aux gilets jaunes, avec la

mise à disposition de locaux ». Au départ bien accueillie, cette proposition n'a pas pour le moment eu de suite en raison de dissensions au sein du mouvement des gilets jaunes.

La responsable syndicale revient sur l'expérience du COSPAR. « C'était 40 organisations et 63 revendications. Ce qui a été obtenu, c'est notamment une augmentation des salaires de pouvant aller jusqu'à 150 euros : 100 euros de l'État, et 50 euros pris dans la poche des patrons. « C'était sans blocage, avec une première manifestation de 35.000 personnes ».

« Plus rien ne sera comme avant »

Max Banon rappelle les indicateurs sociaux dramatiques de La Réunion, et le fait que depuis 40 ans, on dit aux victimes de ce système : « nous pensons pour vous ». À partir de maintenant, « les syndicats auront besoin de faire de la pédagogie. On est en train de reconstruire un projet sociétal pour La Réunion. Pour les syndicats, là aussi plus rien ne sera comme avant ».

La CGTR avance plusieurs pistes de discussions : comment créer des emplois à La Réunion ? Il faudra parler du temps de travail, des salaires, des conventions collectives.

Si les conférences décentralisées existent, alors nous ferons part de nos revendications dans l'aménagement du territoire, du social.

M.M.

Retour sur un mouvement commencé depuis plus de trois semaines

«La justice fiscale au cœur des revendications»

Le mouvement social montre que « la population n'accepte plus l'impôt, car la fiscalité est très injuste ». La CGTR estime indispensable le rétablissement de l'ISF, et la réforme de l'impôt sur le revenu afin que les recettes issues de cette contribution progressive soient suffisantes pour mettre fin à la TVA, à la taxe sur les carburants, et à l'octroi de mer.

Pierrick Olivier, responsable de la CGTR Finances publiques, rappelle que le problème de l'injustice fiscale est au cœur des revendications du mouvement social. « La population n'accepte plus l'impôt, car la fiscalité est très injuste ». La CGTR demande une réforme fiscale qui remet tout à plat, avec le rétablissement de l'impôt sur le revenu comme source principale de recette et que l'on en finisse avec les impôts indirects : TVA, taxe sur les carburants, octroi de mer. La CGTR revendique aussi un retour à une progressivité plus juste de l'impôt sur le revenu, qui ne compte plus que 4 tranches au lieu de 11. Ce retour en arrière permettra de taxer plus justement les plus riches.

Or dans son discours de lundi dernier, le président Macron ne dit rien sur la réforme fiscale, mais en plus il justifie le maintien de l'ISF. C'est « une véritable provocation ».

L'ISF aurait dû d'ailleurs rapporter beaucoup plus, rappelle Pierrick Olivier.

« La politique fiscale est toujours d'alléger la fiscalité des entreprises, et toujours d'alourdir la fiscalité des salariés et des classes moyennes », constate la CGTR. D'où la nécessité d'œuvrer à ré-

former la fiscalité, afin que la population l'accepte.

Un emploi, un salaire pour vivre dignement résume la colère qui s'exprime dans ce mouvement social.

M.M.

Maison du peuple réunionnais : faire vivre la parole libérée

Les débats se poursuivent à la Maison du peuple réunionnais. Cette initiative continue de faire vivre un acquis du mouvement des gilets jaunes : libérer la parole.

La Maison du peuple réunionnais est toujours implantée devant la préfecture. Elle a migré de quelques dizaines de mètres pour laisser place aux manèges de la fête foraine installés square Labourdonnais. Le mouvement social n'a en effet pas changé les plans de la Mairie de Saint-Denis. C'est toujours de faire la fête en utilisant l'argent public. Les arbres de la place du Barachois sont ornés de guirlandes et de boules lumineuses. Mais la Maison du peuple réunionnais rappelle que plus rien ne sera comme avant.

Des Réunionnais issus de classes sociales différentes ont appris à se connaître sur les barrages. Ils ont réussi à s'y rencontrer, et à partager leurs difficultés. C'est cet état d'esprit que fait vivre la Kaz du peuple réyoné.

Et si à l'approche des fêtes, le mouvement des gilets jaunes semble retomber à La Réunion, les conditions restent réunies pour une reprise une fois la fumée des feux d'artifice dissipée. En effet, aucune avancée concrète n'a été enregistrée depuis trois semaines. Et quand l'argent des « primes de Noël » aura été dépensé, alors la population restera confrontée aux mêmes problèmes que ceux qui sont posés par le mouvement social.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Solidarité avec les lycéens et indignation



Nous cumulons à nous six plus de deux siècles de carrière d'enseignants du second degré et autant d'activités militantes.

Mais jamais durant notre longue carrière nous n'avons rencontré un tel degré de violence exercé par les forces de l'ordre contre des adolescents de 15 à 18 ans.

Dans la journée de jeudi 6 décembre, environ 700 jeunes lycéens ont été interpellés par les forces de l'ordre dont environ 150 contraints de s'agenouiller sous la menace à Mantes la Jolie.

Deux jeunes ont été gravement blessés au visage dans le Loiret par des tirs de flashballs. Un autre lycéen a été blessé dans les mêmes conditions à Garges les Gonesse. Une jeune fille de 16 ans à Grenoble.

La "bienveillance" et la "confiance", mots fétiches de Jean-Michel Blanquer, ne sont plus au

rendez vous à Orléans, Toulouse ou à Nice, où les forces de l'ordre se sont comportées de façon indigne usant de leur force de manière disproportionnée.

L'objectif est clairement de faire régner la terreur parmi les jeunes pour éviter à tout prix qu'ils se joignent aux gilets jaunes.

C'est dans l'affolement qu'une bête blessée se révèle la plus dangereuse. C'est bien le cas du gouvernement et du président de la République qui cherchent à étouffer la colère populaire sous des nuages de gaz lacrymogènes et de charges de CRS.

Les discours du ministre de l'intérieur Castaner ne sont pas simplement affligeants de bêtise, ils sont surtout extrêmement inquiétants quant à l'avenir de la démocratie dans notre pays.

Quand pas moins de deux ministres (de l'intérieur et de l'éducation) considèrent légitime

que la violence s'exerce à l'encontre de la jeunesse de ce pays, on ne peut être qu'écœurés. Jusqu'alors, il fallait vivre sous une dictature pour être confronté à de tels événements.

Nous tenons à exprimer publiquement notre solidarité avec les lycéens et notre indignation : un pays dont les enfants sont frappés, pourchassés, humiliés, est un pays sans démocratie, un pays qui détruit son propre avenir.

Nous tenons à rappeler que les mouvements lycéens ont toujours été une part essentielle de la vie citoyenne. Que ces mouvements sont une forme d'apprentissage grandeur nature de ce qu'est la démocratie. Qu'ils doivent être pour le moins protégés.

Des mouvements de protestation contre Parcoursup et la réforme du baccalauréat commencent à se développer dans les établissements de La Réunion.

Après tant d'années passées auprès des jeunes dans le cadre de notre profession, nous ne pouvons qu'appeler nos collègues en activité à protéger leurs élèves des mesures d'intimidation de chefs d'établissement agissant sur ordre et des violences policières.

**Katia Venco, Didier Bourse,
Philippe Azema, Yves
Thebault, Eric Ducroux,
Cathy Helary
Enseignants à la retraite**

In kozman pou la rout

« Vid la mèr èk in panyé pèrsé »

Si mi konpran bien sa sé in n'afèr lé kaziman inposib pou fé. Dabor vid la mèr, mi oi pa kisa i pé gingn fé in n'afèr konmsa... Amoins k'inn gran katastrof i ariv é nou sar pi la pou anparlé. Anplis ké sa, avèk in panyé pèrsé dizon sa sé in défi i pé pa gingn fé. Mé dizon sa sé lo sans prop mé lo sans figiré, san la mèr épi san panyé pèrsé sa i vé dir fé in n'afèr inposib. In zour moin la antann in moun apré dir an parlan in n'ot lété milyardèr : « Ruine in moun konmsa sé vid la mèr avèk in panyé pèrsé ». Sé dir lo moun néna dé koi, é de koi é de koi konm lo in pour san d'moun sak néna lis sinkant pour san bann rishèssnéna dsi la tèr. Alé ! Mi kite aot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Babacoûte !

Parole d'Ancien : Si l'Homme a une seule bouche, et deux oreilles, c'est parce qu'il est incontestablement destiné plus à écouter qu'à dire.

Bien des choses ont remonté, ces derniers événements ; il suffisait de se pencher un peu pour s'en rendre compte.

Une vieille dame de mon quartier m'a rappelé qu'ô combien ! la période de l'Avant était pernicieuse. «Le 2 novembre, les Morts font la fête, me dit-elle en hochant la tête ; cette année, ils ont décidé de poursuivre un peu plus... Les croisées des chemins sont devenus des ronds-points, voilà tout.»

Dans le livre Contes et croyances de La Réunion, France-Line Fontaine en a rappelé l'importance :

« Le mois de novembre est réservé aux morts. Il faut rester très vigilant pendant l'Avent. Bonnes et mauvaises âmes côtoient les vivants pendant cette période. Surtout se méfier des âmes errantes : ces hommes ou ces femmes qui ont eu une fin tragique profitent de ce temps alloué pour revenir rejouer les instants qui ont précédé leur mort. L'alcoolique revient zigzaguer devant l'attelage qui l'a écrabouillé ».

La gramoune que je connais prétend que les âmes des ancêtres esclaves, les esclaves marronnés abattus à coups de fusil sont descendus des hauts, de leurs campements pour venir se glisser dans la peau des gilets jaunes et affronter les forces de l'ordre :

« Tant que le monde gardera sa gouvernance actuelle, les mové zam reviendront... », fait-elle.

Durant « lo tan zavan », il ne fait pas bon se promener après six heures du soir, on peut être 'frappé', choisi. «Tu as vu, les échauffourées, les caillassages, les rackets, les voitures brûlées, tout ça, ça se passait toujours après 18 heures, n'est-ce pas ?...»

Et d'un air entendu, de me donner un conseil, pour virer cette colère : « franchir le seuil de la case à recu-

lons, au cas où une âme, sûrement mauvaise, t'aurait suivi... »

Dans la salle de Café, autre son de cloche, rododromades en avant ; résonnait : « Rasons l'Arc de Triomphe, un truc de l'ancien monde ! Les Invalides, le napoléonien, tous ces machins, ça écrase ; l'architecture militaire, c'est laid !... »

Le journal de comptoir reproduisait un dessin figurant un journaliste, micro tendu vers le haut en direction d'un gars juché sur un tabouret. La bulle tançait :

«Et vous, que faites-vous pour la planète ?»

Réponse : «Je me suicide.»

La légende énumère : la vie d'un homme, tant de tonnes de carbone, tant de tonnes de déchets, équivalents à tant de piscines olympiques, etc., etc.

Je remarquais que le candidat à la pendaison avait un semblant de gilet jaune. Je fermais le journal.

Mon inclination va plutôt au babillage de mon petit voisin qui a « vu tout ça à la télé » : galets jetés, gaz lacrymo, rackets, voitures brûlées, charges de CRS..., il adore. Pour lui, c'est du jeu vidéo. Il conclut : « C'est la guerre ! » Le mot l'enchanté, lui paraît des plus plaisants, il le fait grincer : « LA GUÈÈRRRE !! »... Le genre de gamin qui dès qu'il a l'occasion de voir un policier, s'en approche prudemment pour demander, fixant en vieusement l'arme de service à la ceinture : « Dis, il est chargé ?... Je peux l'essayer ?... Est-ce que tu as déjà tiré sur un voleur ?... » La question qui lui brûle la langue finit par sortir : « Tu as déjà tué quelqu'un ??? Shooté, comme ça » : sortent de sa bouche des Pof ! Pof ! Pof ! hystériques qui le secouent de fond en comble. Il en est tout aise.

La meilleure analyse pourtant qu'il m'a été donné d'en entendre m'est venue d'un marmaille, au rond-point Carrefour de Sainte-Suzanne. Assis sur un muret, il portait un gi-

let jaune trop grand pour lui ; je me suis installé à ses côtés. Il y avait des gens partout, ça parlait, fusaient les klaxons. « Les parents ne doivent pas être loin », me suis-je dit.

Contemplant côté blocages, j'ai demandé, faussement naïf : « Pourquoi ils font ça ? »

Il m'a regardé d'un air bizarre.

J'ai poursuivi, sur le même registre : « Pourquoi ils sont habillés en jaune, c'est la journée du citron ?... »

Interloqué, il se récrie : « Mais non !... Je vais te le dire, mais Chut ! il faut pas qu'ils' entendent... »

Il s'est approché de mon oreille pour murmurer : « C'est à cause des Ba-ba-coutes ! »

Je l'ai regardé, il semblait sérieux. Devant mon air dubitatif, alors que je cherchais dans les barrages ce que pouvaient incarner les 'babacoutes', il revint vers moi excédé : « Ben, oui ! : pour empêcher les Babacoutes de passer, on barre les routes !... Et on s'habille en jaune, parce que le Babacoute a peur du jaune ! »

Les idées galopèrent dans ma tête : « baba » en créole, ça veut dire « bébé ». Exemple : 'babafigue', mais « Coute » ?

Je me penchais vers lui d'un air complotiste : « C'est quoi le Babacoute ? »

-Un petit monstre - tiens !- qui saute dans les poches des gens, et qui mange tout leur argent... C'est pour ça qu'il faut empêcher qu'il passe, et leur couper la route ! »

Tout devenait clair : Babacoûte, avec un accent sur le u...

Désireux sans doute de mettre un terme à la conversation, il la conclut d'un « T'es idiot, toi ! »

Peut-être... - mais je sais à présent une chose : le conte n'est pas mort.

Jean-Baptiste Kiya

Oté

Kriz lo gaz : in kriz san rézon !

Mi koné pa si zot la antann dann radio demoun anparl in kriz I sort arrivé. La pa promyé foi li ariv mé so kou isi demoun la kozé pars téi ariv zis après la Kriz zilé zone. In bonpé l'éstasyon l'avé pi lo gaz an boutèye donk demoun lété bien anuiyé pou fé kui z'ot diné.

Lo bann konvèrsasyon lété ziska siréalist. In pé té I di : mi rès dann sint-sizane, lo bo péi, é mi rode in éstasyon pou gingn in boutèye de gaz, mi marsh dopi troi zour mé san trouvé é san gagné. In n'ot I di : moin néna in boutèye vèr, mé l'éstasyon I pran pa boutèye koulèr la. L'ot ankor après di : mi shèrch in consign zone, mé la poin koté la kaz. Après in pé I souplègn : moin la pèye in gaz 28 éro, in consign 130 éro. In n'ot I di : la ké dovan l'éstasyon I trap sinkant mète é moin la sh... avèk sa.

In zimaz I arès dann mon tête : in meme mi pans I sort Mayotte I port lo boutèye in koté, son pti zanfan I port lo boutèye par l'ote koté, I sava éstasyon an éstasyon pou rode so famé gaz, so lindispansb pou fé la kuizine. Zot I rant dann léstasyon mé pèrsone I koz pa avèk zot. Pèrsone I domann pa zot ké ou koi. Zot I aspèr in bout tan après zot I ropar. Sosyété imène ? Néna ankor pou rovoir.

Poitan, konm mi kroi, la pa l'énèrzi I doi mank anou. Lo gaz, mé sa I pé fé avèk lo biogaz, avèk bann déshé tout kalité, avèk la mash kann, avèk fèye. I pé fèr : OK !, Mé si I fé pa. Si I less solman bann monopol fé la plui épi lo move tan, nou lé pa sovè.

Mi souvien dann in péi I apèl Lo Kénia, dé jenn disète an, pansyonèr dann in gran lisé san kouran, san gaz la desid ansèrv lo bann Wc pou klèr zot lisé, pou fé kui manzé dann lisé é zot la fé. La poin la ont isi La Rényon don ? Sak dé marmaye I gingn fé, nou nl gingn pa. La kriz ? El néna bon do la kriz. La kriz lo gaz : el néna bon do mèm si sé in kriz san rézon valab.

Justin